

**Art. 5.** De beheerder overhandigt de betrokken klant een regularisatiefactuur met de volgende vermeldingen :

1° Beschikt de klant op zijn oude adres al over een leveringscontract of werd hij er door de aangestelde leverancier bevoorraad, maar bracht hij zijn leverancier nog niet op de hoogte van zijn verhuizing, dan vermeldt het formulier de naam van de leverancier van het oude adres evenals de toestemming van de klant om door bedoelde leverancier te worden bevoorraad in overeenstemming met de bestaande algemene voorwaarden.

2° Heeft de klant nog geen leveringscontract dan laat het regularisatieformulier de klant toe te worden bevoorraad door de leverancier van de vroegere bewoner.

In dit geval vermeldt het formulier de naam van de leverancier van de vroegere bewoner, de toestemming van de klant om door bedoelde leverancier te worden bevoorraad en de mogelijkheid voor de klant om een contract voor de levering van gas te sluiten met een andere leverancier van zijn keuze, zonder een verbrekingsvergoeding te zijn verschuldigd en mits een vooropzegging van een maand;

3° Wenst de klant de meter te laten verzegelen, dan kan hij via het regularisatieformulier de distributienetbeheerder vragen om op kosten van de klant de gastoevoer te laten verzegelen.

De distributienetbeheerder maakt het naar behoren ingevulde en ondertekende regularisatieformulier over aan de leverancier die op bedoeld formulier staat vermeld, via een procedure die in overleg tussen de distributienetbeheerders en de leveranciers werd opgesteld.

**Art. 6.** De distributienetbeheerder laat bij afwezigheid van de klant een bericht achter op het adres van de klant om te laten weten dat hij is langs gekomen en nodigt de klant uit om binnen de vijftien werkdagen een afspraak te maken om tot regularisatie over te gaan.

Betreffend bericht vermeldt onder meer wat de gevolgen zijn als de klant binnen de vereiste termijn niet reageert.

Weigert de klant het regularisatiedocument in te vullen en te ondertekenen of reageert hij niet op de brieven van de distributienetbeheerder, dan wordt de regularisatieprocedure beschouwd als mislukt en kan de distributienetbeheerder overgaan tot de opschorting van de gasbevoorrading.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking op 15 juni 2008.

Namen, 3 maart 2008.

A. ANTOINE

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2008 — 877

[2008/200848]

**3 MARS 2008. — Arrêté ministériel déterminant les procédures de placement d'un compteur à budget gaz et d'activation de la fonction à prépaiement**

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment l'article 32, 2°

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, notamment les articles 34, §§ 5 et 6, et 35, §§ 3 et 4;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 25 octobre 2007;

Vu l'avis de la CWaPE.CD-7k27-CWaPE-179 du 3 décembre 2007;

Vu l'avis complémentaire de la CWaPE CD-8b25-CWaPE-179, du 22 février 2008;

Vu l'avis 43.981/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 janvier 2008 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté assure partiellement la transposition de la Directive 2003/55/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz et abrogeant la Directive 98/30/CE, spécialement de son article 3, conformément à son article 33, § 3.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. En exécution de l'article 34, § 6, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, dénommé ci-après "l'arrêté", la procédure de placement d'un compteur à budget, à la demande d'un fournisseur, pour un de ses clients en défaut de paiement est la suivante :

a) dans les dix jours de la réception de la demande visée à l'article 34, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté, le gestionnaire de réseau envoie un courrier au client qui :

1° mentionne la date et la plage horaire du placement du compteur à budget;

2° mentionne l'obligation de placer le compteur à budget dans un délai de trente jours à dater de l'envoi du courrier visé au point a);

3° mentionne le service à joindre pour une éventuelle modification du jour et de la plage horaire dans le respect du délai visé au point 2°;

4° informe le client que si le placement ne peut avoir lieu à la date prévue initialement ou ultérieurement convenue, pour cause d'absence du client ou de refus d'accès à son domicile, son fournisseur sera informé et son alimentation pourra être suspendue jusqu'au placement du compteur à budget et à l'alimentation du système de rechargement;

b) si, à la date initialement prévue ou ultérieurement convenue, le placement du compteur à budget ne peut avoir lieu, pour cause d'absence du client ou de refus d'accès à son domicile, le gestionnaire de réseau laisse un avis de passage et adresse un courrier au client constatant l'impossibilité de placer le compteur à budget et mentionnant les divers contacts pris dans le cadre du présent article. Le gestionnaire de réseau adresse une copie de ce courrier au fournisseur du client.

§ 2. Si le fournisseur demande la suspension de la fourniture de gaz, le gestionnaire de réseau adresse au client un courrier recommandé. Ce recommandé atteste du refus explicite du client à propos du placement d'un compteur à budget, précise la date et la plage horaire de la suspension de la fourniture de gaz ainsi que la possibilité pour le client d'apurer sa dette et d'en apporter la preuve dans un délai de cinq jours ouvrables afin d'éviter cette suspension. Cette suspension de la fourniture de gaz ne peut intervenir avant un délai de quinze jours ouvrables à dater de l'envoi du recommandé.

§ 3. La procédure de placement du compteur à budget, en ce compris la demande de suspension de la fourniture de gaz, est annulée si le client apporte la preuve du remboursement de la totalité de sa dette au fournisseur dans les cinq jours ouvrables à dater du recommandé. Ce remboursement est confirmé au gestionnaire de réseau de distribution par le fournisseur dans les dix jours ouvrables à dater dudit recommandé. Le gestionnaire de réseau de distribution annule la procédure de placement du compteur à budget.

Une copie du recommandé est adressée au centre public d'action sociale et au fournisseur du client.

§ 4. En cas de dépassement de la date prévue de suspension de la fourniture de gaz, le gestionnaire de réseau de distribution assume la fourniture du client jusqu'à la date effective de coupure.

Une copie du recommandé est adressée au centre public d'action sociale et au fournisseur du client.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. En cas de dépassement du délai de placement du compteur à budget, prévu à l'article 2, a), 2<sup>o</sup>, du présent arrêté, le gestionnaire de réseau de distribution signale cette situation au fournisseur concerné et lui transmet un relevé des consommations du client, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'information. Simultanément, le gestionnaire de réseau de distribution envoie un courrier au client l'avertissant de la suspension provisoire de son contrat avec son fournisseur et de son alimentation par le gestionnaire de réseau de distribution jusqu'à la date effective du placement du compteur à budget. Le modèle de la lettre précitée est préalablement soumis à l'examen de la CWaPE pour approbation.

§ 2. Le fournisseur adresse au client une facture de "clôture provisoire" pour raison de suspension du contrat à la suite d'un retard de placement du compteur à budget. Durant cette période de suspension du contrat, le gestionnaire de réseau de distribution assume le rôle de fournisseur à titre temporaire.

La fourniture de gaz au client résidentiel non protégé par le gestionnaire de réseau de distribution s'effectue conformément au tarif visé à l'arrêté ministériel du 15 février 2005 fixant les prix maximaux pour la fourniture de gaz naturel par les entreprises de distribution aux clients finals dont le contrat de fourniture a été résilié par leur fournisseur et qui ne peuvent pas être considérés comme des clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire au sens de l'article 15/10, § 2, de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations.

§ 3. Lors du placement du compteur à budget, le gestionnaire de réseau de distribution procède à un relevé des index des consommations du client, envoie sa facture de clôture au client et signale au fournisseur la date du placement du compteur à budget et lui communique les index relevés de consommation, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'information.

Le fournisseur envoie, ensuite, un courrier au client lui notifiant la reprise de son contrat en "mode prépaiement" dans l'état où il se trouvait au moment de la suspension et qu'une facture annuelle de régularisation sera établie. Le modèle de la lettre précitée est préalablement soumis à l'approbation de la CWaPE.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. En exécution de l'article 35, § 4, de l'arrêté, la procédure d'activation de la fonction à prépaiement d'un compteur à budget existant, à la demande d'un fournisseur pour un de ses clients en défaut de paiement est la suivante :

a) dans les dix jours de la réception de la demande visée à l'article 35, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté, le gestionnaire de réseau envoie un courrier au client qui :

1<sup>o</sup> mentionne la date et la plage horaire des opérations d'activation de la fonction à prépaiement;

2<sup>o</sup> mentionne l'obligation d'activer la fonction à prépaiement dans un délai de trente jours à dater de l'envoi du courrier visé au point a);

3<sup>o</sup> mentionne le service à joindre pour une éventuelle modification du jour et de la plage horaire dans le respect du délai visé au point 2<sup>o</sup>;

4<sup>o</sup> informe le client que si l'activation de la fonction à prépaiement ne peut avoir lieu à la date prévue initialement ou ultérieurement convenue, pour cause d'absence du client ou de refus d'accès à son domicile, son fournisseur sera informé et son alimentation pourra être suspendue jusqu'à l'activation de la fonction à prépaiement et de l'alimentation du système de rechargement;

b) si, à la date initialement prévue ou ultérieurement convenue, l'activation de la fonction à prépaiement du compteur à budget ne peut avoir lieu, pour cause d'absence du client ou de refus d'accès à son domicile, le gestionnaire de réseau laisse un avis de passage et adresse un courrier au client constatant l'impossibilité d'activer la fonction à prépaiement et mentionnant les divers contacts pris dans le cadre du présent article. Le gestionnaire de réseau adresse une copie de ce courrier au fournisseur du client.

§ 2. Si le fournisseur demande la suspension de la fourniture de gaz, le gestionnaire de réseau adresse au client un courrier recommandé. Ce recommandé atteste du refus explicite du client à propos de l'activation de la fonction à prépaiement, précise la date et la plage horaire de la suspension de la fourniture de gaz ainsi que la possibilité pour le client d'apurer sa dette et d'en apporter la preuve dans un délai de 5 jours ouvrables afin d'éviter cette suspension. Cette suspension de la fourniture de gaz ne peut intervenir avant un délai de quinze jours ouvrables à dater de l'envoi du recommandé.

§ 3. La procédure d'activation de la fonction à prépaiement, en ce compris la demande de suspension de la fourniture de gaz, est annulée si le client apporte la preuve du remboursement de la totalité de sa dette au fournisseur dans les cinq jours ouvrables à dater du recommandé. Ce remboursement est confirmé au gestionnaire de réseau de distribution par le fournisseur dans les dix jours ouvrables à dater dudit recommandé. Le gestionnaire de réseau de distribution annule la procédure d'activation de la fonction à prépaiement du compteur à budget.

Une copie du recommandé est adressée au centre public d'action sociale et au fournisseur du client.

§ 4. En cas de dépassement de la date prévue de suspension de la fourniture de gaz, le gestionnaire de réseau de distribution assume la fourniture du client jusqu'à la date effective de coupure.

**Art. 5.** L'arrêté ministériel du 23 juin 2006 déterminant les procédures de placement d'un compteur à budget gaz et d'activation de la fonction à prépaiement est abrogé.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 15 juin 2008.

Namur, le 3 mars 2008.

A. ANTOINE

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 877

[2008/200848]

**3. MÄRZ 2008 — Ministerialerlass zur Festlegung der Verfahren für die Installation eines Budgetzählers für Gas und die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion**

Der Minister des Wohnungswesens, Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarktes insbesondere des Artikels 32, 2;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der wallonischen Region vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, insbesondere der Artikel 34, §§ 5 und 6 und 35, §§ 3 und 4;

Aufgrund der Mitteilung des obersten Städte- Gemeinde und Provinzrates der wallonischen Region, bekannt gegeben am 25. Oktober 2007;

Aufgrund der Mitteilung der Wallonischen Kommission für Energie (Commission wallonne pour l'Énergie, CWaPE) CD-7k27-CWaPE-179 vom 3. Dezember 2007;

Aufgrund der Mitteilung der Wallonischen Kommission für Energie (Commission wallonne pour l'Énergie, CWaPE) CD-8b25-CWaPE-179 vom 22. Februar 2008;

Aufgrund der Mitteilung 43.981/4 des Regierungsrates, bekannt gegeben am 21. Januar 2008, unter Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Beschließt:

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird die Umsetzung der Richtlinie 2003/55/CE des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2003 über gemeinsame Vorschriften für den Gasbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 98/30/EG, insbesondere betreffend ihren Artikel 3, gemäß ihrem Artikel 33 § 3 teilweise gewährleistet.

**Art. 2** - § 1. In Ausführung von Artikel 34, § 6 des Erlasses der Regierung der wallonischen Region vom 30. März 2006 über die Organisation des Gasmarktes, nachfolgend, "Erlass" genannt, wird das Verfahren für die Installation eines Budgetzählers auf Antrag eines Anbieters für einen seiner Beträge schuldigen Kunden wie folgt festgelegt:

a) Innerhalb von zehn Tagen nach Eingang des in Art. 34 § 1 des Erlasses erwähnten Antrags sendet der Netzbetreiber dem Kunden ein Schreiben zu, in dem:

1° das Datum und die ungefähre Uhrzeit für die Installierung des Budgetzählers angegeben werden;

2° die Verpflichtung erwähnt wird, den Budgetzähler innerhalb einer Frist von 30 Tagen ab dem Versand des unter a) erwähnten Schreibens zu installieren;

3° die Dienststelle angegeben wird, mit der Kontakt aufzunehmen ist, um den Tag bzw. die Uhrzeit der Installierung ggf. zu ändern, unter Beachtung der unter Punkt 2 angegebenen Frist;

4° der Kunde darüber informiert wird, dass sein Energieversorger benachrichtigt wird, wenn die Installierung nicht am ursprünglich vorgesehenen oder nachträglich vereinbarten Datum stattfinden kann, weil der Kunde abwesend ist oder den Zugang zu seinem Wohnsitz verweigert, wobei die Stromversorgung bis zur Installierung des Budgetzählers und Speisung des Aufladesystems aufgehoben werden kann;

b) wenn die Installierung des Budgetzählers nicht zum ursprünglich vorgesehenen oder nachträglich vereinbarten Datum stattfinden kann, weil der Kunde abwesend ist oder den Zugang zu seinem Wohnsitz verweigert, hinterlässt der Netzbetreiber einen Bescheid zur Beurkundung seines Besuchs und sendet dem Kunden ein Schreiben zur Feststellung der Unmöglichkeit, den Budgetzähler zu installieren, wobei er die verschiedenen Kontakte, die im Rahmen des vorliegenden Artikels aufgenommen wurden, erwähnt. Der Netzbetreiber richtet eine Abschrift dieses Schreibens an den Stromversorger des Kunden.

§ 2. Wenn der Anbieter die Aufhebung der Gaslieferung beantragt, sendet der Netzbetreiber dem Kunden ein Einschreiben. Dieses Einschreiben bescheinigt die ausdrückliche Weigerung des Kunden, einen Budgetzähler zu installieren, präzisiert das Datum und die Uhrzeit der Einstellung der Gaslieferung, sowie die Möglichkeit, wie der Kunde seine Schulden begleichen und dies innerhalb einer Frist von fünf Werktagen seinem Anbieter nachweisen kann, um eine Einstellung der Lieferung zu vermeiden. Die Einstellung der Gaslieferung darf nicht vor einer Frist von fünfzehn Werktagen ab dem Versand des Einschreibens stattfinden.

§ 3. Das Verfahren für die Installierung eines Budgetzählers, sowie darin inbegriffen der Antrag auf Einstellung der Gaslieferung wird aufgehoben, falls der Kunde nachweist, dass er die gesamte geschuldete Summe innerhalb von fünf Werktagen ab dem Datum des Einschreibens beim Stromversorger begleicht. Diese Rückzahlung wird dem Netzbetreiber durch den Energieversorger innerhalb von 10 Werktagen ab dem Datum des Einschreibens bestätigt. Der Betreiber des Verteilernetzes storniert das Verfahren für die Installation eines Budgetzählers.

Eine Kopie des Einschreibens wird an die öffentliche Fürsorgeeinrichtung und an den Energieversorger des Kunden geschickt.

§ 4. Sollte das vorgesehene Datum für die Einstellung der Gaslieferung dadurch überschritten werden, übernimmt der Betreiber des Verteilernetzes die Lieferung an den Kunden bis zum tatsächlichen Datum der Einstellung der Lieferung.

Eine Kopie des Einschreibens wird an die öffentliche Fürsorgeeinrichtung und an den Energieversorger des Kunden geschickt.

**Art. 3** - § 1. Sollte die Frist für eine Installation des Budgetzählers, wie in Artikel 2, a), 2°, vorgesehen, überschritten werden, teilt der Betreiber des Verteilernetzes dies dem betreffenden Energieversorger mit und übergibt ihm eine Verbrauchsaufstellung gemäß der Bestimmungen der technischen Vorschriften für die Verwaltung der Verteilernetze hinsichtlich des Informationsaustausches. Gleichzeitig sendet der Betreiber der Verteilernetze ein Schreiben an den Kunden, worin er mitteilt, dass der Vertrag mit seinem Energieversorger aufgelöst und die Versorgung durch den Betreiber des Verteilernetzes vorläufig, bis zur tatsächlichen Installation eines Budgetzählers sichergestellt wird. Die Vorlage des oben genannten Schreibens wird vorab der CWaPE zur Genehmigung vorgelegt.

§ 2. Der Anbieter schickt dem Kunden eine "vorläufige Schlussrechnung" aufgrund der Einstellung des Vertrages infolge der verspäteten Installierung des Budgetzählers. Während dieses Zeitraumes für die Einstellung des Vertrages, übernimmt der Betreiber des Verteilernetzes vorübergehend die Aufgabe des Energieversorgers.

Die Gaslieferung an den nicht geschützten Haushaltskunden durch den Betreiber des Verteilernetzes erfolgt entsprechend der Tarife der ministeriellen Verordnung vom 15. Februar 2005, in der die Höchstgrenze der Tarife für die Erdgaslieferung durch die Betreiber des Verteilernetzes festgelegt sind, deren Liefervertrag durch ihren Energieversorger gekündigt wurde und die nicht als geschützte Haushaltskunden mit niedrigem Einkommen oder als Verbraucher in prekären Verhältnissen im Sinne des Artikels 15/10, § 2, des Gesetzes vom 12. April 1965 hinsichtlich des Transportes von gasförmigen Produkten durch Leitungen gelten.

§ 3. Sobald ein Budgetzähler installiert ist, nimmt der Betreiber des Verteilernetzes eine Aufstellung des Verbrauchsindezes des Kunden vor, schickt seine Schlussrechnung an den Kunden und teilt dem Stromversorger den Tag der Installierung des Budgetzählers, sowie die Aufstellung des Verbrauchsindezes mit, gemäß der technischen Vorschriften für die Verwaltung der Verteilernetze hinsichtlich des Informationsaustausches.

Der Stromversorger schickt danach ein Schreiben an den Kunden, in dem er ihm die Wiederaufnahme seines Vertrages im "Modus Vorauszahlung" in dem Zustand, in dem sich der Vertrag zum Zeitpunkt der Einstellung der Lieferung befand, ankündigt, und ihn informiert, dass eine jährliche Abrechnung erstellt wird. Die Vorlage des oben genannten Schreibens wird vorab der CWaPE zur Genehmigung vorgelegt.

**Art. 4 - § 1.** In Ausführung von Artikel 35 § 4 des Erlasses wird das Verfahren für die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion eines vorhandenen Budgetzählers auf Antrag eines Stromversorgers für einen seiner eines Betrags schuldigen Kunden wie folgt festgelegt:

a) Innerhalb von zehn Tagen nach Eingang des in Art. 35 § 1 des Erlasses erwähnten Antrags sendet der Netzbetreiber dem Kunden ein Schreiben zu, in dem:

1° das Datum und die ungefähre Uhrzeit für die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion angegeben werden;

2° die Verpflichtung erwähnt wird, die Vorauszahlungsfunktion innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Versand des unter a) genannten Schreibens zu installieren;

3° die Dienststelle angegeben wird, mit der Kontakt aufzunehmen ist, um den Tag bzw. die Uhrzeit der Installierung ggf. zu ändern, unter Beachtung der unter Punkt 2 angegebenen Frist;

4° der Kunde darüber informiert wird, dass sein Energieversorger benachrichtigt wird, wenn die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion nicht am ursprünglich vorgesehenen oder nachträglich vereinbarten Datum stattfinden kann, weil der Kunde abwesend ist oder den Zugang zu seinem Wohnsitz verweigert, wobei die Energieversorgung bis zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion und Speisung des Aufladesystems aufgehoben werden kann;

b) wenn die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion nicht am ursprünglich vorgesehenen oder nachträglich vereinbarten Datum stattfinden kann, weil der Kunde abwesend ist oder den Zugang zu seinem Wohnsitz verweigert, hinterlässt der Netzbetreiber einen Bescheid zur Beurkundung seines Besuchs und sendet dem Kunden ein Schreiben zur Feststellung der Unmöglichkeit, die Vorauszahlungsfunktion zu aktivieren, wobei er die verschiedenen Kontakte, die im Rahmen des vorliegenden Artikels aufgenommen wurden, erwähnt. Der Netzbetreiber richtet eine Abschrift dieses Schreibens an den Stromversorger des Kunden.

§ 2. Wenn der Anbieter die Aufhebung der Gaslieferung beantragt, sendet der Netzbetreiber dem Kunden ein Einschreiben. Dieses Einschreiben bescheinigt die ausdrückliche Weigerung des Kunden, die Vorauszahlungsfunktion zu aktivieren, präzisiert das Datum und die Uhrzeit der Einstellung der Gaslieferung sowie die Möglichkeit, wie der Kunde seine Schulden begleichen und dies innerhalb einer Frist von fünf Werktagen seinem Anbieter nachweisen kann, um eine Einstellung der Lieferung zu vermeiden. Die Einstellung der Gaslieferung darf nicht vor einer Frist von fünfzehn Werktagen ab dem Versand des Einschreibens stattfinden.

§ 3. Das Verfahren für die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion, sowie darin inbegriffen der Antrag auf Einstellung der Gaslieferung wird aufgehoben, falls der Kunde nachweist, dass er die gesamte geschuldete Summe innerhalb von fünf Werktagen ab dem Datum des Einschreibens beim Energieversorger begleicht. Diese Rückzahlung wird dem Netzbetreiber durch den Energieversorger innerhalb von 10 Werktagen ab dem Datum des Einschreibens bestätigt. Der Betreiber des Verteilernetzes storniert das Verfahren für die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion des Budgetzählers.

Eine Kopie des Einschreibens wird an die öffentliche Fürsorgeeinrichtung und an den Energieversorger des Kunden geschickt.

§ 4. Sollte das vorgesehene Datum für die Einstellung der Gaslieferung dadurch überschritten werden, übernimmt der Betreiber des Verteilernetzes die Lieferung an den Kunden bis zum tatsächlichen Datum der Einstellung der Lieferung.

**Art. 5 -** Der Ministerialerlass vom 23. Juni 2006, der die Verfahren für die Installierung eines Budgetzählers für Gas und die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion bestimmt, wird aufgehoben.

**Art. 6 -** Die vorliegende Verordnung tritt am 15. Juni 2008 in Kraft.

Namur, den 3. März 2008

A. ANTOINE

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 877

[2008/200848]

#### 3 MAART 2008. — Ministerieel besluit tot bepaling van de procedures voor de plaatsing van een budgetmeter voor gas en activering van de voorafbetalingsfunctie

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op artikel 32, 2°,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 houdende de openbare dienstverplichtingen in de gasmarkt, inzonderheid op de artikelen 34, §§ 5 en 6, en 35, §§ 3 en 4;

Gelet op het advies van de Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) van 25 oktober 2007;

Gelet op het advies van de CWaPE.CD-7k27-CWaPE-179 van 3 december 2007;

Gelet op het aanvullend advies van de CWaPE CD-8b25-CWaPE-179, van 22 februari 2008;

Gelet op advies 43.981/4 van de Raad van State van 21 januari 2008 in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

**Artikel 1.** Voorliggend besluit zet Richtlijn 2003/55/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 26 juni 2003 houdende de gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor gas en tot intrekking van Richtlijn 98/30/EG, in het bijzonder artikel 3, conform het artikel 33, § 3, gedeeltelijk om.

**Art. 2.** § 1. In uitvoering van artikel 34, § 6, van het besluit van de Waalse regering van 30 maart 2006 houdende de openbare dienstverplichtingen in de gasmarkt, hierna "het besluit" genoemd, wordt de procedure tot plaatsing van een budgetmeter op verzoek van een leverancier, voor een van de klanten die in een situatie van wanbetaling verkeert, als volgt bepaald :

a) de netbeheerder stuurt de klant binnen de tien dagen na ontvangst van de aanvraag bedoeld in artikel 34, § 1, van het besluit een schrijven toe :

1° waarin gewezen wordt op de datum en het uur van de plaatsing van de budgetmeter;

2° waarin gewezen wordt op de verplichting tot plaatsing van de budgetmeter binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de datum van verzending van het schrijven bedoeld in punt a);

3° waarin melding wordt gemaakt van de contactdienst voor een eventuele wijziging van de dag en het uur, met inachtneming van de termijn beoogd onder punt 2°;

4° waarin de afnemer erop gewezen wordt dat, als de plaatsing niet op de aanvankelijk bepaalde of achteraf overeengekomen datum doorgevoerd kan worden omdat hij afwezig is of de toegang tot zijn woonplaats ontzegt, de leverancier daarvan op de hoogte zal worden gebracht en zijn voorziening opgeschort kan worden tot de plaatsing van de budgetmeter en de bevoorrading van het opdraadsysteem.

b) als de plaatsing niet op de aanvankelijk bepaalde of achteraf overeengekomen datum kan worden doorgevoerd omdat de klant afwezig is of de toegang tot zijn woonplaats ontzegt, laat de netbeheerder een bericht achter om te laten weten dat hij is langs gekomen en richt hij een schrijven aan de afnemer waarin hij vaststelt dat de budgetmeter onmogelijk kon worden geplaatst, waarbij hij melding maakt van de verschillende contacten die in het kader van dit artikel zijn genomen. De netbeheerder stuurt een afschrift van dat schrijven naar de leverancier van de afnemer.

§ 2. Als de leverancier om de opschorting van de gasvoorziening verzoekt, stuurt de netbeheerder een aangetekend schrijven naar de klant. Dit aangetekend schrijven vermeldt de expliciete weigering van de klant om een budgetmeter te laten plaatsen, de datum en het uur waarop de gaslevering wordt opgeschort en dat de klant zijn schuld kan aanzuiveren en de leverancier binnen de 5 werkdagen daarvan het bewijs kan voorleggen om de opschorting te vermijden. Deze opschorting van de gasvoorziening mag pas vijftien werkdagen na verzending van het aangetekend schrijven worden doorgevoerd.

§ 3. De procedure tot plaatsing van de budgetmeter, daaronder begrepen de aanvraag tot opschorting van de gasvoorziening, wordt geannuleerd wanneer de klant binnen de vijf werkdagen te rekenen vanaf het aangetekend schrijven aantoonde dat hij zijn schuld bij de leverancier volledig heeft terugbetaald. De leverancier bevestigt binnen de 10 werkdagen vanaf verzending van het aangetekend schrijven de terugbetaling aan de distributienetbeheerder. De distributienetbeheerder annuleert de procedure tot plaatsing van de budgetmeter.

Een afschrift van het aangetekend schrijven wordt naar het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en naar de leverancier van de klant gestuurd.

§ 4. Bij overschrijding van de voorziene datum voor opschorting van de gasvoorziening verzekert de distributienetbeheerder de bevoorrading van de klant tot op de werkelijke datum van de onderbreking.

Een afschrift van het aangetekend schrijven wordt naar het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en naar de leverancier van de klant gestuurd.

**Art. 3.** § 1. Bij overschrijding van de termijn voor de plaatsing van de budgetmeter, voorzien onder artikel 2, a), 2°, van dit besluit, meldt de distributienetbeheerder deze situatie aan de betreffende leverancier en bezorgt hem een verbruiksstaat van de klant, in overeenstemming met de bepalingen van het technisch reglement voor het beheer van de distributienetten met betrekking tot de uitwisseling van informatie. De distributienetbeheerder stuurt de klant gelijktijdig een schrijven waarin hij wordt gewezen op de tijdelijke opschorting van het contract met zijn leverancier en op de bevoorrading door de distributienetbeheerder tot op de effectieve datum van de plaatsing van de budgetmeter. Het model van voornoemd schrijven wordt vooraf ter controle en ter goedkeuring aan de CWaPE voorgelegd.

§ 2. De leverancier bezorgt de klant een factuur van "tijdelijke afsluiting" wegens opschorting van het contract als gevolg van vertraging bij de plaatsing van de budgetmeter. De distributienetbeheerder neemt tijdens de periode van opschorting van het contract tijdelijk de rol van leverancier over.

De gaslevering aan de residentiële niet-beschermde klant door de distributienetbeheerder gebeurt in overeenstemming met het tarief beoogd door het ministerieel besluit van 15 februari 2005 tot vaststelling van maximumprijzen voor de levering van aardgas door de distributieondernemingen aan de eindafnemers wier leveringscontract werd opgezegd door hun leverancier en die niet als residentieel beschermde klanten met een laag inkomen of in een kwetsbare situatie in de zin van artikel 15/10, § 2, van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen kunnen worden beschouwd.

§ 3. Bij de plaatsing van de budgetmeter neemt de distributienetbeheerder de meterstand van de klant op, stuurt hem de afsluitingsfactuur en meldt de leverancier de datum waarop de budgetmeter wordt geplaatst evenals de gegevens van de meterstand, in overeenstemming met de bepalingen van het technisch reglement voor het beheer van de distributienetten met betrekking tot de uitwisseling van informatie.

De leverancier bezorgt de klant vervolgens een schrijven met de melding dat zijn contract in de "voorafbetalingsmodus" in dezelfde toestand als op het ogenblik van de opschorting wordt hervat en dat een regularisatiefactuur op jaarbasis wordt opgesteld. Het model van voornoemd schrijven wordt vooraf ter goedkeuring aan de CWaPE voorgelegd.

**Art. 4.** § 1. Ter uitvoering van artikel 35, § 4, van het besluit is de procedure tot activering van de voorafbetalingsprocedure van een bestaande budgetmeter op verzoek van een leverancier voor één van zijn klanten in wanbetaling de volgende :

a) de netbeheerder stuurt de klant binnen de tien dagen na ontvangst van de aanvraag bedoeld in artikel 35, § 1, van het besluit een schrijven toe :

1° waarin gewezen wordt op de datum en het uur van de handelingen tot activering van de voorafbetalingsfunctie;

2° waarin gewezen wordt op de verplichting tot activering van de voorafbetalingsfunctie binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van verzending van het schrijven bedoeld in punt a);

3° waarin melding wordt gemaakt van de contactdienst voor een eventuele wijziging van de dag en het uur, met inachtneming van de termijn beoogd onder punt 2°;

4° waarin de afnemer erop gewezen wordt dat, als de activering van de voorafbetalingsfunctie niet op de aanvankelijk bepaalde of achteraf overeengekomen datum doorgevoerd kan worden omdat hij afwezig is of de toegang tot zijn woonplaats ontzegt, de leverancier daarvan op de hoogte zal worden gebracht en zijn voorziening opgeschort kan worden tot de activering van de voorafbetalingsfunctie en de bevoorrading van het oplaadsysteem;

b) als de activering van de voorafbetalingsfunctie van de budgetmeter niet op de aanvankelijk bepaalde of achteraf overeengekomen datum kan worden doorgevoerd omdat de klant afwezig is of de toegang tot zijn woonplaats ontzegt, laat de netbeheerder een bericht achter om te laten weten dat hij is langs gekomen en richt hij een schrijven aan de afnemer waarin hij vaststelt dat de voorafbetalingsfunctie onmogelijk kon worden geactiveerd, waarbij hij melding maakt van de verschillende contacten die in het kader van dit artikel zijn genomen. De netbeheerder stuurt een afschrift van dat schrijven naar de leverancier van de afnemer.

§ 2. Als de leverancier om de opschorting van de gasvoorziening verzoekt, stuurt de netbeheerder een aangetekend schrijven naar de klant. Dit aangetekend schrijven vermeldt de expliciete weigering van de klant om de voorafbetalingsfunctie te activeren, de datum en het uur waarop de gaslevering wordt opgeschort en dat de klant zijn schuld kan aanzuiveren en binnen de 5 werkdagen daarvan het bewijs kan voorleggen om de opschorting te vermijden. Deze opschorting van de gasvoorziening mag pas vijftien werkdagen na verzending van het aangetekend schrijven worden doorgevoerd.

§ 3. De procedure tot activering van de voorafbetalingsfunctie, daaronder begrepen de aanvraag tot onderbreking van de gasvoorziening wordt geannuleerd wanneer de klant binnen de vijf werkdagen te rekenen vanaf het aangetekend schrijven aantoont dat hij zijn schuld bij de leverancier volledig heeft terugbetaald. De leverancier bevestigt binnen de tien werkdagen vanaf verzending van het aangetekend schrijven de terugbetaling aan de distributienetbeheerder. De distributienetbeheerder annuleert de procedure tot activering van de voorafbetalingsfunctie van de budgetmeter.

Een afschrift van het aangetekend schrijven wordt naar het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en naar de leverancier van de klant gestuurd.

§ 4. Bij overschrijding van de voorziene datum voor opschorting van de gasvoorziening verzekert de distributienetbeheerder de bevoorrading van de klant tot op de werkelijke datum van de onderbreking.

**Art. 5.** Het ministerieel besluit van 23 juni 2006 tot bepaling van de procedures voor de plaatsing van een budgetmeter voor gas en tot activering van de voorafbetalingsfunctie wordt ingetrokken.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 15 juni 2008.

Namen, 3 maart 2008.

A. ANTOINE

## MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 878

[2008/200849]

### 3 MARS 2008. — Arrêté ministériel déterminant les procédures de placement d'un compteur à budget électricité et d'activation de la fonction à prépaiement et abrogeant l'arrêté du 23 juin 2006

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment l'article 34, 1° *b*);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, notamment les articles 31, § 5 et 33, § 3;

Vu l'arrêté ministériel du 23 juin 2006 déterminant les procédures de placement d'un compteur à budget électricité et d'activation de la fonction à prépaiement;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 25 octobre 2007;

Vu l'avis de la CWaPE.CD-7k27-CWaPE-179 du 3 décembre 2007;

Vu l'avis complémentaire de la CWaPE CD-8b25-CWaPE-179 du 22 février 2008;

Vu l'avis 43.981/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 janvier 2008 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté assure partiellement la transposition de la Directive 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la Directive 96/92/CE, spécialement son article 3, conformément à son article 30, § 3.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. En exécution de l'article 31, § 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, ci-après dénommé, "l'arrêté", la procédure de placement d'un compteur à budget, à la demande d'un fournisseur, pour un de ses clients en défaut de paiement est fixée comme suit :

a) dans les dix jours de la réception de la demande visée à l'article 31, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté, le gestionnaire de réseau envoie un courrier au client qui :

1° mentionne la date et la plage horaire du placement du compteur à budget;

2° mentionne l'obligation de placer le compteur à budget dans un délai de trente jours à dater de l'envoi du courrier visé au point a);

3° mentionne le service à joindre pour une éventuelle modification du jour et de la plage horaire dans le respect du délai visé au point 2°;

4° informe le client que si le placement ne peut avoir lieu à la date prévue initialement ou ultérieurement convenue, pour cause d'absence du client ou de refus d'accès à son domicile, son fournisseur sera informé et son alimentation pourra être suspendue jusqu'au placement du compteur à budget et à l'alimentation du système de rechargement;

b) si, à la date initialement prévue ou ultérieurement convenue, le placement du compteur à budget ne peut avoir lieu, pour cause d'absence du client ou de refus d'accès à son domicile, le gestionnaire de réseau laisse un avis de passage et adresse un courrier au client constatant l'impossibilité de placer le compteur à budget et mentionnant les divers contacts pris dans le cadre du présent article. Le gestionnaire de réseau adresse une copie de ce courrier au fournisseur du client.